



Bureau du Plan

DG 4530

48

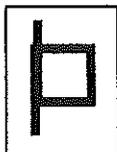
septembre 1990

**Conséquences d'un scénario de hausse
des prix pétroliers**

R. de Falleur

avec la collaboration de :

H.J.Bogaert, F.Bossier, Th.Debois, J.Floridor, L.Masure,
C.Steel



Bruxelles, le 20 septembre 1990.

Bureau du Plan

Direction générale

(90)RdF/4530/al/5924

**CONSEQUENCES D'UN SCENARIO DE HAUSSE
DES PRIX PETROLIERS**



A. Hypothèses et méthodologie de l'exercice

L'augmentation des prix pétroliers implique une modification de l'ensemble du scénario d'environnement international, ce qui suppose une estimation préalable de tous les effets des interdépendances entre pays. Dans le cas présent, le Bureau du Plan exploite les résultats globaux d'une étude récente de l'O.C.D.E., effectuée à l'aide de son modèle INTERLINK.

L'O.C.D.E. retient un relèvement des prix du pétrole brut de 10 \$ (moyenne de l'année 1991). Pour le surplus, son scénario prévoit le maintien de la politique actuelle, et notamment en matière monétaire, une stabilité des taux d'intérêt réels, les taux nominaux étant relevés à concurrence du surplus d'inflation attendu. Ce scénario ne prévoit ni politique budgétaire modifiée en termes réels, ni **modification des parités des principales monnaies**, ni mesures discrétionnaires sur les salaires, qui ne varient donc que selon les mécanismes qui sont incorporés dans les différents modules nationaux du modèle INTERLINK.

L'O.C.D.E. obtient ainsi pour 1991 une réduction modérée de la croissance de la zone (- 0,6 % par rapport à sa dernière projection publiée) et un accroissement un peu supérieur de l'inflation moyenne des économies O.C.D.E. (+ 1,0 %).

Tableau I - Détails des corrections apportées aux hypothèses d'environnement international affectant l'économie belge
(écarts par rapport aux hypothèses des Perspectives de juillet 1990)

	1990	1991	1992	1993	1994
1. Marchés d'exportation de la Belgique (a)	-0.2	-1.0	-0.2	-	-
2. Prix des échanges, en francs belges					
- importations d'énergie... (b)	+12.4	+39.1	-	-	-
- importations non énergétiques (b)	+0.16	+0.8	+0.4	-	-
- exportations non énergétiques (= prix des concurrents sur les marchés d'exportations)... (b)	+0.15	+0.75	+0.35	-	-
3. Taux d'intérêt étrangers (U.S.A. et R.F.A.)					
- à court terme ... (c)	+0.2	+1.0	+0.5	-	-
- à long terme ... (c)	+0.1	+0.5	+0.25	-	-

(a) Modification du taux annuel de croissance en volume.

(b) Modification du taux annuel de variation des prix.

(c) Modification du niveau annuel moyen du taux considéré.

La projection publiée en juillet 1990 est reconstruite en modifiant ces seules hypothèses extérieures. Il faut donc considérer qu'il s'agit d'une étude de **variante** et non d'une actualisation complète des Perspectives de juillet 1990. Ceci implique que le lecteur doit considérer surtout les résultats exprimés en **écarts** par rapport à la projection antérieure qui reste inchangée pour tout le reste.

Il va de soi que les événements du Golfe peuvent fort bien conduire à des scénarios très différents de celui qui est envisagé. A ce stade, il serait toutefois prématuré de prétendre explorer toute la gamme des autres éventualités possibles, qui devrait englober d'autres hypothèses sur l'évolution du prix du baril, et d'éventuelles réactions des politiques économiques étrangères et/



ou nationales. Même le scénario O.C.D.E. pris en compte devra être exploité de façon plus fine lorsque ses résultats pourront être obtenus pour chacun de nos principaux partenaires commerciaux et non plus seulement pour l'ensemble de la zone O.C.D.E.

Le modèle HERMES est utilisé par le Bureau du Plan parce qu'il a servi à élaborer la projection de référence. Mais on soulignera surtout qu'il s'agit d'un modèle spécialement adapté à la prise en compte de variantes relatives à l'énergie. Les bilans énergétiques du modèle descendent notamment jusqu'au niveau des principales catégories de produits énergétiques, dégagant par exemple les réductions quantitatives des divers besoins d'énergie et les substitutions éventuelles provoquées par les hausses de prix.

B. Effets sur l'inflation intérieure, la croissance et l'emploi

Les hypothèses retenues impliquent des hausses des prix énergétiques bien moindres que celles enregistrées lors des premier et deuxième chocs pétroliers. Elles interviennent en outre dans un contexte d'inflation initiale beaucoup plus modérée qu'à la veille des chocs précédents, de faiblesse relative du dollar et de dépendance énergétique fortement réduite. Il en découle des conséquences pour la croissance et l'inflation, qui se révèlent sans commune mesure avec les effets enregistrés au milieu des années '70 et au début des années '80.

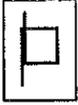
Le surplus d'inflation intérieure atteindrait à peu près 0,2 % en 1990 et plus de 0,6 % en 1991, (déflateurs de la consommation privée mais aussi de l'ensemble de la demande finale intérieure). Il est vrai que le choc initial se prolonge encore par quelques hausses ultérieures non négligeables.

Tableau 2 - Effets sur les prix (*)

(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
1. Consommation privée	0.19	0.64	0.34	0.25	0.20
Dont : - consommation énergie exclue	0.05	0.19	0.23	0.21	0.19
2. Consommation publique	0.20	0.67	0.36	0.26	0.22
3. Formation brute de capital fixe	0.07	0.26	0.31	0.25	0.24
Dont : - investissements des entreprises	0.07	0.25	0.32	0.26	0.24
- investissements de l'Etat	0.06	0.20	0.27	0.22	0.21
- investissement en logement	0.04	0.16	0.25	0.23	0.22
4. Demande finale intérieure	0.17	0.58	0.35	0.26	0.22
5. Exportation	0.36	1.25	0.40	0.13	0.06
Dont : - exportations d'énergie	7.91	23.86	1.80	1.17	0.65
- autres exportations	0.13	0.60	0.39	0.12	0.08
6. Demande finale	0.25	0.89	0.39	0.21	0.16
7. Importations	0.68	2.18	0.34	0.06	-0.03
Dont : - importations d'énergie	8.79	26.54	1.19	0.37	-0.05
- autres importations	0.09	0.48	0.35	0.11	0.06
8. Produit intérieur brut aux prix du marché	-0.05	-0.06	0.39	0.28	0.26

(*) Accroissements annuels en %.



Au niveau des prix énergétiques intérieurs, la flambée des prix pétroliers est évidemment beaucoup moins forte qu'au niveau des prix internationaux du pétrole brut, avec des écarts importants selon les produits. Les hausses sont en effet amorties par une progression beaucoup plus modérée des marges et par l'invariabilité des droits d'accises qui grèvent les carburants. Pour ces derniers, la progression à la pompe n'atteint guère que le tiers, voire le quart, de la hausse du baril, alors que le gasoil de chauffage progresse bien davantage (en pourcents) parce que c'est un produit non frappé d'un droit d'accises (effet de l'ordre d'une moitié de la hausse du baril). Dans le cas du gaz, et beaucoup plus accessoirement de l'électricité, les prix intérieurs ne sont influencés par les hausses du brut que tardivement et de façon beaucoup moins proportionnelle (voir annexe.)

La croissance de la demande intérieure est évidemment réduite, surtout au niveau des investissements des entreprises, mais aussi de la consommation des ménages. Par contre, comme les croissances des volumes exportés et importés sont réduites d'une façon pratiquement identique, la contribution de l'exportation nette à la croissance du P.I.B. n'est presque pas modifiée. La progression du P.I.B. se trouve ralentie au total d'un peu plus de 0,1 % en 1990 et de près de 0,6 % en 1991.

La diminution de la croissance ralentit évidemment la progression de l'emploi et le recul du chômage, à concurrence d'environ 10.000 unités pour l'ensemble des cinq années. Un léger ralentissement conjoncturel de la productivité atténue les répercussions initiales sur l'emploi et le chômage; elles atteignent 1000 et 4500 unités en 1990 et 1991; quelques effets tardifs réduisent la croissance de l'emploi de 1992 à 1994, la modulation conjoncturelle de la productivité s'inversant à partir de 1992 (5000 emplois supplémentaires perdus, pour les trois années concernées).

Pour négatifs que soient ces effets, ils restent très inférieurs à ceux des précédents chocs pétroliers : ils ne débouchent sur aucune remontée absolue du chômage, ni sur une inflation "à deux chiffres", comme ce fut le cas dans les contextes de stagflation caractérisée des chocs pétroliers antérieurs.

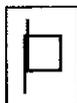


Tableau 3 - Effets sur la croissance en volume, sur l'emploi et le chômage
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
1. Demande et production (*)					
- Consommation privée	-0.10	-0.33	-0.12	-0.06	-0.01
- Consommation publique	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
- F.B.C.F.	-0.24	-0.91	-0.17	-0.23	-0.23
. Entreprises	-0.31	-1.24	-0.26	-0.22	-0.24
. Etat	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
. Logements	-0.02	0.16	0.26	-0.32	-0.20
- Demande intérieure totale	-0.15	-0.51	0.01	-0.09	-0.08
- Exportations	-0.17	-0.88	-0.26	-0.06	-0.04
- Total des utilisations finales	-0.16	-0.68	-0.11	-0.08	-0.06
- Importations	-0.17	-0.80	-0.26	-0.14	-0.09
- P.I.B.	-0.14	-0.58	0.00	-0.03	-0.03
2. Croissances sectorielles (*) (valeurs ajoutées au prix du marché)					
- Energie	-0.48	-1.64	-0.49	-0.53	-0.48
- Industries manufacturières	-0.18	-0.83	0.17	0.15	0.10
- Construction	-0.15	-0.54	-0.04	-0.18	-0.15
- Transports et communication	-0.14	-0.56	-0.19	-0.11	-0.08
- Autres services marchands	-0.07	-0.30	-0.02	-0.06	-0.04
Total secteurs marchands	-0.17	-0.69	0.01	-0.03	-0.03
- Services non marchands	0.00	-0.00	0.00	0.00	0.00
3. Productivité, emploi, chômage					
Productivité horaire (*)	-0.12	-0.49	0.08	0.03	0.02
- Emploi (variation en milliers)	-1.08	-4.50	-1.72	-1.71	-1.66
- Taux de chômage (% de la population active)	0.02	0.13	0.17	0.21	0.24

(*) Accroissements annuels, en %.

C. Effets sur les revenus

Les salaires payés par les entreprises voient leur hausse réelle réduite (conséquences du fléchissement conjoncturel de la productivité et, accessoirement, de la moindre réduction du chômage ainsi que d'une légère diminution du nombre d'heures effectivement prestées). L'indexation empêche évidemment une amputation additionnelle du pouvoir d'achat salarial. Par exemple, en 1991, l'indexation est neutralisée pour plus de moitié par la moindre progression induite du salaire réel horaire, cette compensation disparaissant par contre dans la suite de la période. Du côté des revenus du patrimoine, la hausse des intérêts échéant aux ménages l'emporte sur la réduction des dividendes qui leur reviennent. Au total, les ménages améliorent leur part dans la distribution primaire des revenus de près d'un point du P.I.B. en 1991 (+ 0.9 %); ce surplus se réduit ensuite sans disparaître.

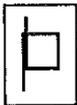
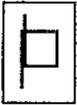


Tableau 4 - Effets sur les revenus et les coûts salariaux
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
1. Masse salariale (*)					
a. Masse salariale totale	0.08	0.17	0.28	0.23	0.17
Dont : - Masse salariale payée par les administrations publiques	0.20	0.68	0.35	0.26	0.22
- Masse salariale des entreprises	0.05	0.03	0.26	0.22	0.16
2. Détermination de la formation de la masse salariale du secteur entreprises (*)					
a. Durée du travail	-.01	-.06	-.02	0.00	0.00
b. Emploi (en personnes)	-.04	-.18	-.07	-.06	-.06
c. Coût salarial par heure prestée	0.10	0.28	0.35	0.29	0.22
Dont : Décomposition du coût horaire du travail :					
a. Indexation	0.19	0.66	0.35	0.25	0.21
b. Evolution en termes réels	-.09	-.38	0.00	0.03	0.01
Pour mémoire :					
Evolution de la productivité horaire (principale variable expliquant l'accroissement du salaire horaire réel)	-.11	-.44	0.10	0.05	0.04
3. Répartition du revenu national (en % du P.I.B.) :					
a. Revenus primaires échéant aux ménages	0.22	0.92	0.76	0.71	0.64
a1. Revenus du travail	0.18	0.73	0.60	0.55	0.49
Dont : - Rémunération des salariés	0.14	0.56	0.50	0.48	0.45
- Revenus indépendants	0.04	0.16	0.10	0.07	0.04
a2. Revenus de la propriété	0.04	0.20	0.17	0.16	0.15
b. Revenus primaires échéant aux sociétés	-.21	-.75	-.44	-.44	-.42
b1. Epargne (après b2)	-.18	-.65	-.38	-.40	-.40
b2. Impôt des sociétés	-.03	-.10	-.06	-.04	-.03
c. Revenus primaires échéant à l'Etat	-.04	-.25	-.44	-.40	-.35
c1. Impôts indirects nets	0.01	0.05	0.02	0.00	-.02
c2. Revenus de la propriété	0.00	0.02	0.02	0.02	0.02
c3. Intérêt de la dette publique (**)	-.05	-.32	-.48	-.42	-.36
d. Total du P.I.B.	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
4. Divers					
- Taux d'épargne des ménages	0.03	0.11	0.15	0.16	0.16
- Revenu disponible réel (*)	-.07	-.24	-.08	-.04	-.02
- Coût salarial unitaire (un des déterminants des variations des prix)	0.22	0.76	0.25	0.25	0.19

(*) Accroissements annuels, en %.

(**) Flux négatif dans le tableau.



Les revenus patrimoniaux échéant directement aux entreprises et à l'Etat diminuent évidemment tous deux, dans des proportions assez sensibles. Ces "pertes" sont plus fortes pour les entreprises que pour l'Etat en début de période (respectivement - 0,75 % et - 0,25 % de P.I.B. en 1991), mais la dynamique des ajustements ultérieurs réduit ensuite ce poids pour les entreprises et l'amplifie pour l'Etat (respectivement - 0,4 % et - 0,4 % du P.I.B. pour la moyenne des années 1992-1994).

Tableau 5 - Effets sur les taux d'intérêt nationaux
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
1. Taux d'intérêt belges					
a. Taux d'intérêt à court terme					
- nominal	0.15	0.75	0.43	0.07	0.08
- réel	-.04	0.09	0.08	-.18	-.13
b. Taux d'intérêt à long terme					
- nominal	0.13	0.59	0.43	0.37	0.35
- réel	-.07	-.07	0.08	0.12	0.14
c. Taux d'intérêt hypothécaire					
- nominal	0.12	0.57	0.43	0.39	0.37
- réel	-.07	-.08	0.08	0.13	0.16
2. Taux d'intérêt implicites moyens de la dette publique					
- sur dette à long terme en FB	0.00	0.02	0.11	0.16	0.19
- sur dette à court et moyen termes en FB	0.07	0.43	0.54	0.18	0.03
- sur dette en devises étrangères	0.09	0.32	0.41	0.14	0.01
- sur l'ensemble de la dette	0.03	0.18	0.28	0.16	0.10

D. Effets sur le boni de la balance extérieure

Comme on l'a déjà suggéré plus haut, la balance des paiements est peu affectée par les volumes qui croissent moins vite aussi bien pour les importations que pour les exportations. Par contre, la hausse des prix de l'énergie importée provoque une dégradation sensible des termes de l'échange, de - 0,3 % en 1990 et de - 0,9 % en 1991.

Les bonis extérieurs de la projection de référence se trouvent ainsi dégonflés de 13 milliards en 1990 et de 59 en 1991; cet effet ne se réduit qu'assez peu dans les années 1993 et 1994. C'est donc de près d'un point du P.I.B. que le boni extérieur se trouve amoindri (- 0,9 % du P.I.B. en 1991). Le boni extérieur fait même place à un léger déficit, mais c'est une inversion de signe qui ne joue qu'en 1991.

Une analyse de détail montre que l'alourdissement de la "facture énergétique" (déficit énergétique net vis-à-vis du Reste du monde) explique la totalité de la dégradation du solde extérieur et même un peu plus. Pour 1991 par exemple, cette "facture" passe de 161 milliards de francs dans les Perspectives de juillet 1990 à 222 milliards dans la variante (3,3 %) du P.I.B., soit un alourdissement de 61 milliards.

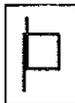


Tableau 6 - Effets sur la balance des paiements
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
Effets "volume"					
Contributions à la croissance du P.I.B. (changements en pourcents)					
Exportations	-0.13	-0.70	-0.23	-0.08	-0.07
. biens	-0.12	-0.66	-0.17	-0.03	-0.03
. services	-0.01	-0.04	-0.06	-0.05	-0.03
Importations	0.12	0.61	0.21	0.14	0.11
. biens	0.12	0.59	0.20	0.13	0.11
. services	0.00	0.02	0.01	0.01	0.00
Exportation nette	-0.01	-0.09	-0.02	+0.06	+0.04
. biens	0.00	-0.07	+0.03	+0.10	+0.00
. services	-0.01	-0.02	-0.05	-0.04	-0.03
Effets "prix"					
Termes d'échanges	-0.31	-0.90	0.06	0.07	0.09
Effets "valeurs courantes"					
Solde des opérations courantes avec le Reste du monde					
. milliards de francs	-12.77	-58.72	-59.80	-56.94	-53.50
. % du P.I.B.	-0.20	-0.87	-0.84	-0.75	-0.67

E. Le compte des entreprises

Les résultats des entreprises sont affectés négativement durant toute la période, avec comme conséquence des compressions portant sur les versements fiscaux des sociétés, les distributions de dividendes et l'épargne des entreprises. La réduction des investissements atténue toutefois la chute de la capacité de financement dont le secteur des entreprises dispose vis-à-vis des autres secteurs, ce qui n'empêche pourtant pas cette capacité de tomber à un niveau proche de zéro en 1990-91.

En gros, les divers effets négatifs atteignent leur maximum en début de période, coïncidant avec les deux années où les termes de l'échange varient négativement. Ces effets s'atténuent ensuite, sans disparaître, car le niveau des coûts pétroliers reste durablement plus élevé que dans la projection de base.

Ces réductions des résultats n'empêchent toutefois pas que les divers soldes du Compte des entreprises conservent des niveaux relativement élevés par rapport à ceux qu'ils atteignaient au plus fort des chocs pétroliers, voire même dans les périodes plus anciennes de l'après-guerre.

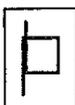


Tableau 7 - Effets sur les soldes du Compte des Entreprises
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
Taux d'utilisation des capacités de production dans le secteur industriel	- .10	- .58	- .49	- .44	- .43
Taux de marge des entreprises (*)	- .28	- 1.10	- .92	- .84	- .73
Capacité de financement des sociétés (en % du P.I.B.)	- .15	- .49	- .30	- .29	- .26

(*) Surplus brut d'exploitation (moins subventions), divisé par la valeur ajoutée.

F. Effets sur le déficit public

L'Etat, au sens large du terme¹, subit les conséquences du ralentissement de la croissance économique (qui a des effets sur les assiettes fiscales et parafiscales, ainsi que sur les dépenses de chômage), du surcroît d'inflation (qui accroît toutes les dépenses indexées formellement ou qui de facto suivent plus ou moins la hausse des prix) et de la hausse induite des taux d'intérêt. L'accroissement initial du déficit ne manque pas, lui non plus, d'amplifier les charges ultérieures de la dette publique, dont le poids se trouve accru.

Le solde net à financer global se trouve accru de 8 milliards en 1990, de 44 en 1991 et de 62 en 1992, soit de près d'un point du P.I.B. supplémentaire à cette date (0,9 % du P.I.B.). Le surplus relatif du déficit additionnel se réduit ensuite très lentement (0,8 % en 1994), bien que les montants absolus du déficit continuent à croître faiblement en termes nominaux (64 milliards en 1994).

L'évolution de la dette publique² s'accroît évidemment du montant cumulé des suppléments de déficit, c'est-à-dire de 220 milliards à l'horizon 1994, soit un surplus de l'ordre de 3 points de P.I.B. à ce terme. La dette retrouve à ce moment le poids relatif qu'elle a en 1990 (un peu moins de 113 % du P.I.B. dans les deux cas), après être passée par un maximum de 115 % qui serait atteint en 1992.

Il va de soi que ces résultats s'obtiennent sans supposer de modification des politiques macroéconomiques ou budgétaires nationales, ni d'ailleurs de modifications qui découleraient de réorientations politiques concertées au niveau international. La simulation montre qu'une partie non négligeable du poids macroéconomique de la crise revient ainsi vers l'Etat, tout au moins dans le cadre des hypothèses d'environnement international qui ont été concrètement prises en compte.

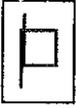
1. Y compris les Pouvoirs subordonnés et la Sécurité sociale, outre le niveau national du Pouvoir central, ainsi que les Régions et Communautés.

2. Il ne s'agit en fait ici que de la dette du Pouvoir central.



Tableau 8 - Effets sur les finances publiques
(Résultats exprimés en écarts par rapport aux "Perspectives 1990-1994 de juillet 1990")

	1990	1991	1992	1993	1994
Milliards de FB					
Recettes courantes et en capital	-2.1	-8.9	0.2	6.9	12.8
1. Recettes fiscales	-2.8	-11.4	-5.7	-2.0	1.7
Impôt des personnes physiques	0.2	0.3	1.7	3.2	4.7
Impôt des sociétés	-2.2	-8.6	-5.3	-3.6	-2.0
Impôts indirects	-0.8	-3.3	-2.3	-1.9	-1.3
Impôts en capital	0.0	0.1	0.2	0.3	0.3
2. Cotisations à la Sécurité sociale	0.5	1.6	4.3	6.9	8.8
3. Autres revenus	0.2	1.0	1.5	1.9	2.4
Dépenses courantes et en capital hors charges d'intérêts	4.3	20.6	31.4	40.1	48.2
1. Prestations de la Sécurité sociale	2.1	10.3	16.1	20.7	24.9
Chômage	0.5	2.4	3.3	4.2	5.0
Autres prestations	1.6	7.9	12.7	16.5	19.9
2. Consommation publique	1.7	8.1	12.0	15.2	18.2
Rémunérations	1.1	5.3	7.8	9.8	11.8
Pensions	0.2	1.1	1.6	2.0	2.5
Achats de biens et services	0.4	1.8	2.7	3.3	3.9
3. Investissements publics	0.1	0.3	0.6	0.8	1.1
4. Autres dépenses	0.4	1.9	2.7	3.4	4.0
Solde hors charges d'intérêts	-6.4	-29.9	-31.3	-33.3	-35.4
Intérêts de la dette publique	2.1	15.0	30.6	29.6	28.6
Solde des opérations courantes et en capital	-8.4	-44.5	-61.9	-63.0	-64.0
Ajustement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	-8.4	-44.5	-61.9	-63.0	-64.0
Dette du Pouvoir central	8.1	51.0	110.7	171.0	231.9
En % du P.I.B.					
Solde hors charges d'intérêts	-0.10	-0.40	-0.40	-0.35	0.44
Intérêts de la dette publique	0.05	0.32	0.48	0.42	0.36
Solde des opérations courantes et en capital	-0.15	-0.72	-0.90	-0.85	-0.80
Capacité (+) ou besoin (-) net de financement	-0.15	-0.72	-0.90	-0.85	-0.80
Dette du Pouvoir central	0.34	1.70	2.06	2.49	2.87



G. Conséquences structurelles du scénario simulé

La simulation suggère au moins une conséquence positive durable du renchérissement des prix pétroliers : la reprise des processus d'ajustement des structures économiques à un environnement énergétique mondial de plus en plus incertain et inflatoire, à la faveur de nouvelles réductions de la dépendance énergétique extérieure.

De nouveau confrontés à des hausses générales et brusques des prix pétroliers et du gaz naturel, les utilisateurs d'énergie s'efforcent évidemment de diminuer leur recours à cette ressource onéreuse. Par rapport aux Perspectives de juillet 1990, la Variante étudiée fait apparaître une baisse générale des quantités consommées, tous les secteurs contribuant à ce phénomène. La moindre progression des quantités d'énergie consommées représenterait, dès la fin de la période étudiée (1994), une économie de près de 4 % des consommations prévues dans les Perspectives de référence, soit l'équivalent de 1,4 million de tonnes équivalent-pétrole.

Alors que le contenu en énergie du P.I.B. ne se réduisait plus que de 0,9 % dans la simulation de base, le relèvement simulé des prix pétroliers et gaziers porterait cette réduction à 3,5 % du P.I.B., à l'horizon de 1994, soit la reprise du mouvement amorcé antérieurement - mais qui paraissait risquer de s'essouffler - vers une dépendance énergétique nettement réduite.

H. Conclusion

L'étude de la Variante réalisée par le Bureau du Plan débouche sur un ensemble de résultats quantitativement similaires à ceux des chocs pétroliers antérieurs, mais les impacts obtenus se révèlent considérablement plus faibles. Il s'agit de modifications qui atténuent des évolutions favorables mais qui ne les inversent pas, en général.

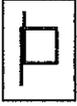
Les effets sur les soldes financiers de l'économie se marquent toutefois davantage que les effets sur l'économie réelle (croissance, emploi) ou sur les prix. La balance des paiements et les résultats des entreprises sont affectés négativement mais, sauf en 1991, la variante ne ramène pas le solde extérieur dans le négatif et elle laisse subsister un niveau de rentabilité des entreprises toujours relativement élevé au regard du passé.

En réalité, l'impact négatif sur les finances publiques constitue l'effet manifestement le plus préoccupant, non par sa dimension elle-même, mais compte tenu du niveau toujours plus élevé du Solde net à financer de la Dette publique dans la projection de référence. L'alourdissement du déficit et de la dette risque en effet de perturber l'évolution - qui se dessinait - vers un retour à des équilibres plus satisfaisants au niveau du Compte de l'Etat. Ici aussi, l'évolution vers un amoindrissement du déficit et de la dette n'est toutefois pas inversée, mais plutôt freinée, sensiblement il est vrai.

*
* *

On ne peut toutefois clôturer cette analyse sans souligner de nouveau son caractère éminemment provisoire et conditionnel.

Le scénario pétrolier de base est évidemment loin d'être le seul envisageable : il n'est évidemment pas le plus pessimiste (car un conflit ouvert, avec destruction massive de capacités pétrolières, ne constitue pas une hypothèse à écarter), ni le plus optimiste (car nombre



d'observateurs n'excluent pas, après une prolongation et même une exacerbation des tensions actuelles, une chute des prix pétroliers vers des niveaux inférieurs à celui que nous avons maintenu dans les années 1992 à 1994). Il n'envisage pas non plus certaines évolutions annexes, parfois évoquées, par exemple une chute plus prononcée du dollar, une politique monétaire nettement différenciée aux U.S.A. et dans la C.E.E., des rispostes budgétaires dans certains grands pays, des politiques interventionnistes en matière de salaires et de prix chez tout ou partie de nos concurrents. Aucun changement discrétionnaire de la politique nationale n'est inclus non plus dans la simulation.

Réaffirmons enfin que la Variante n'incorpore aucun autre élément d'actualisation de l'environnement international. Par exemple, on ne s'est pas préoccupé d'inclure une réévaluation des effets de la réunification allemande ou de l'évolution conjoncturelle américaine, ni une actualisation des données relatives à l'économie belge elle-même (mouvements saisonniers des prix, hypothèses budgétaires, etc...). De telles actualisations n'interviendront que dans l'élaboration des prochaines "Perspectives 1991-1995" du début de 1991.

**ANNEXE****Impact de la variante "Crise du Golfe" sur le prix des produits énergétiques**

Ecarts sont exprimés en % des taux de croissance par rapport à la simulation de base

	Hors taxes				Taxes comprises			
	1990	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
Carburants								
- Super	6.8	24.2	0.6	0	3.1	10.6	0.4	0.1
- Gasoil	9.5	16.1	1.7	1.5	5.5	8.8	1.1	1.0
Gasoil de chauffage	(*)				5.1	19.0	3.3	1.0
Gaz naturel					1.8	7.4	9.4	5.8
Electricité	(*)				0	0.2	0.3	0.1
P.M. Baril de pétrole (en dollars)	12.5	37.0	-	-				

(*) Comme il n'y a pas d'accises sur ces produits, les accroissements des prix sont pratiquement identiques "hors taxes" et "taxes comprises".